



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES  
ET DES ANCIENS  
COMBATTANTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

| Secrétariat général  
pour l'administration

## ÉTABLISSEMENT DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE DE RENNES

**MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES**

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Personne publique**  
**ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES**  
Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes

**Maîtrise d'ouvrage**  
**ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES**

### **OBJET DU MARCHÉ**

**BDD BOURGES-AVORD (18-36) – Prestations de soutien infrastructure multi techniques des sites militaires**

- Lot 1 : Centre de Formation de la Défense (CFD) – Bourges (18)
- Lot 2 : 12e BSMAT - Neuvy-Pailloux (36)

### **NUMÉRO DE PROJET DU MARCHÉ**

**23-045**

***Une attention particulière devra être portée à l'article §5.2 concernant la copie de sauvegarde dont la transmission est fortement recommandée.***

## SOMMAIRE

<b>1. SERVICE ACHETEUR.....</b>	<b>4</b>
1.1 NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC .....	4
1.2 POINT DE CONTACT.....	4
1.3 VISITE DE SITE.....	4
<b>2. OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>5</b>
2.1 OBJET DE LA CONSULTATION.....	5
2.2 ALLOTISSEMENT (ARTICLE L2113-10 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE) .....	5
2.3 DATE LIMITE D'ACHEVEMENT DES PRESTATIONS OU DUREE DU MARCHÉ .....	5
2.4 FRACTIONNEMENT DU MARCHÉ.....	5
2.5 NOMENCLATURES CPV (COMMUN PROCUREMENT VOCABULARY) ET GM (GROUPE MARCHANDISES) .....	5
2.6 EXECUTION DU MARCHÉ SOUMISE A D'AUTRES CONDITIONS PARTICULIERES .....	5
<b>3. PROCÉDURE DE PASSATION.....</b>	<b>5</b>
3.1 ANALYSE DES PLIS.....	6
3.2 ANALYSE DES CANDIDATURES ( <i>DOSSIERS CANDIDATURE</i> ) .....	6
3.3 ANALYSE DES OFFRES ( <i>DOSSIERS OFFRE</i> ).....	6
3.4 VERSEMENT D'UNE PRIME.....	6
3.5 DECLARATION SANS SUITE .....	6
3.6 SUITE D'UNE MISE EN CONCURRENCE INFRUCTUEUSE.....	6
3.7 VARIANTES.....	6
3.8 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU ALTERNATIVES EVENTUELLES (EX-OPTIONS).....	6
3.9 FORME JURIDIQUE QUE DEVRA REVETIR LE GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ .....	6
<b>4. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....</b>	<b>7</b>
4.1 DOSSIER DE LA CONSULTATION FOURNI GRATUITEMENT AU CANDIDAT .....	7
4.1.1 <i>Contenu du dossier de consultation</i> .....	7
4.2 MODIFICATIONS DU DOSSIER DE LA CONSULTATION.....	8
4.3 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	8
Si les réponses à ces demandes de renseignements complémentaires apportent au candidat demandeur des précisions supplémentaires (et non une simple confirmation d'un élément explicitement décrit dans le dossier de consultation), la personne publique transmet les réponses à tous les opérateurs ayant retiré un dossier de consultation. Dans ce cas, elles sont transmises sous la même forme et simultanément à chacun des candidats, sans mentionner l'identité du candidat demandeur.....	
8	8
<b>5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....</b>	<b>8</b>
5.1 TRANSMISSION DU PLI PAR VOIE ELECTRONIQUE SUR LA PLATE-FORME DES ACHATS DE L'ÉTAT (PLACE) DEPUIS WWW.MARCHES-PUBLICS.GOUV.FR .....	8
5.1.1 <i>Modalités de téléchargement</i> .....	8
5.1.2 <i>Transmission des réponses</i> .....	9
5.2 TRANSMISSION FORTEMENT RECOMMANDEE DE LA COPIE DE SAUVEGARDE SOUS PLI CACHETE PAR VOIE POSTALE OU PAR PORTEUR/ TRANSPORTEUR .....	10
5.2.1 <i>Adresse géographique (pour une remise par porteur / transporteur (y compris par Chronopost) contre récépissé)</i> .....	10
5.2.2 <i>Adresse postale (envoi postal par pli recommandé avec avis de réception)</i> .....	10
<b>6. PRÉSENTATION DU DOSSIER PAR LA SOCIÉTÉ.....</b>	<b>11</b>
6.1 DOCUMENTS A PRODUIRE QUANT A LA CANDIDATURE - « DOSSIER CANDIDATURE » .....	11
6.2 DOCUMENTS A PRODUIRE QUANT A L'OFFRE - « DOSSIER OFFRE » .....	12
6.3 RECOURS A LA LANGUE FRANÇAISE.....	12

<b>7. DÉLAI DE VALIDITE DES OFFRES .....</b>	<b>12</b>
<b>8. CLASSEMENT DES OFFRES.....</b>	<b>12</b>
8.1 OFFRES INAPPROPRIÉES, IRREGULIÈRES OU INACCEPTABLES.....	12
8.2 CRITÈRES DE JUGEMENT.....	12
8.3 MÉTHODE DE CALCUL DES NOTES.....	13
8.4 DÉTERMINATION DU CLASSEMENT DES OFFRES .....	14
8.5 JUGEMENT DES VARIANTES.....	14
8.6 JUGEMENT DES PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES (EX-OPTIONS) .....	14
<b>9. RÉGULARISATION ÉVENTUELLE DE LA SIGNATURE ÉLECTRONIQUE DU CANDIDAT RETENU.....</b>	<b>14</b>
<b>10. JUSTIFICATIONS À PRODUIRE PAR LE CANDIDAT RETENU .....</b>	<b>14</b>
10.1 LE CANDIDAT INDIVIDUEL OU MEMBRE DU GROUPEMENT ÉTABLI EN FRANCE FOURNIT.....	14
10.2 LE CANDIDAT INDIVIDUEL OU MEMBRE DU GROUPEMENT ÉTABLI OU DOMICILIÉ À L'ÉTRANGER FOURNIT .....	15

## PREAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document,

*ÉS*ID Rennes : Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes

*US*ID : Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense

## 1. SERVICE ACHETEUR

### 1.1 Nom et adresse de l'acheteur public

Adresse géographique	Adresse postale
Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes Service Achats Infrastructure Bâtiment 017 – Rez-de-chaussée – Entrée à droite Quartier Margueritte 1 rue du Garigliano, RENNES	Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes Service Achats Infrastructure Quartier Margueritte BP 14 35998 RENNES CEDEX 9

L'adresse géographique sert de référence pour les dépôts physiques de plis, notamment par porteur / transporteur (y compris Chronopost).

L'adresse postale sert de référence pour les envois postaux en recommandé avec accusé de réception.

### 1.2 Point de contact

	Téléphone	Adresse électronique
Maryse LE BOULANGER	02 23 35 28 30	maryse.le-boulanger@intradef.gouv.fr
Marie DASPREMONT	02 23 35 27 99	marie.daspremont@intradef.gouv.fr

### 1.3 Visite de site

Pour fixer un rendez-vous afin de visiter le lieu d'exécution du marché, les candidats sont invités à prendre contact avec :

Lot concerne	Correspondant	Téléphone	Adresse électronique
<b>Lot 1 :</b> CFD BOURGES (18)	M. Bruno JARRY Ou en cas d'absence M. Frédéric MASSON	02 48 27 42 60  02 48 27 48 44	<a href="mailto:bruno1.jarry@intradef.gouv.fr">bruno1.jarry@intradef.gouv.fr</a>  <a href="mailto:frederic1.masson@intradef.gouv.fr">frederic1.masson@intradef.gouv.fr</a>
<b>Lot 2 :</b> 12° BSMAT (36)	M. Raphaël SUDAN	02 48 27 62 23	<a href="mailto:raphael.sudan@intradef.gouv.fr">raphael.sudan@intradef.gouv.fr</a>

Conditions Particulières pour cette visite : Les visites nécessitent un préavis de visite de 72h minimum.

Une attestation de visite de lieux signée du représentant de l'administration sera remise au candidat présent à l'issue de cette visite.

**Cette visite de site est facultative mais fortement recommandée.**

## **2. OBJET DE LA CONSULTATION**

### **2.1 Objet de la consultation**

Le projet de marché a pour objet l'exploitation et la maintenance multi technique de l'ensemble des installations du CFD de Bourges et de la 12<sup>e</sup> BSMAT de Neuvy-Pailloux (hors station carburant, ITE, CVPO, analyses d'eau, ascenseur), concernant toutes les unités des sites du CFD de Bourges et de la 12<sup>e</sup> BSMAT de Neuvy-Pailloux

### **2.2 Allotissement (article L2113-10 du code de la commande publique)**

Le marché est composé de 2 lots précisés ci-après :

Lot 1 : Prestations de soutien « infrastructure » au profit du CFD

Lot 2 : Prestations de soutien « infrastructure » au profit de la 12<sup>e</sup> BSMAT de Neuvy-Pailloux

Un même candidat peut présenter une offre sur plusieurs lots.

### **2.3 Date limite d'achèvement des prestations ou durée du marché**

A titre indicatif, les prestations débuteront au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2025.

L'accord-cadre prend effet à sa date de notification pour une durée de 12 mois. Il est ensuite reconduit tacitement 3 fois pour une durée de 12 mois à compter de la date anniversaire de sa notification.

### **2.4 Fractionnement du marché**

Sans objet

### **2.5 Nomenclatures CPV (commun procurement vocabulary) et GM (groupe marchandises)**

Les références aux nomenclatures associées à la présente consultation sont les suivantes :

- CPV n° 5000000-2 : Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments
- GM n° 37-05-03: Contrat multiservices/ multitechniques (pilotage)

### **2.6 Exécution du marché soumise à d'autres conditions particulières**

Le marché est sensible, conformément aux dispositions de l'article 5.3.2 de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

## **3. PROCÉDURE DE PASSATION**

La présente consultation est lancée sous la forme de l'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions de l'article L2124-2 du code de la commande publique.

### **3.1 Analyse des plis**

La personne publique analyse les seuls plis qui seront reçus au plus tard à la date et à l'heure limite fixées sur la Plateforme des achats de l'état (PLACE) et selon les modalités de dépôt décrites au paragraphe 5 du présent document.

### **3.2 Analyse des candidatures (*dossiers candidature*)**

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut recourir aux dispositions de l'article R2144-2 du code de la commande publique.

### **3.3 Analyse des offres (*dossiers offre*)**

En application de l'article R2161-5 du code de la commande publique, le service acheteur peut demander, par écrit, aux candidats de préciser la teneur de leur offre (*dossier offre*).

### **3.4 Versement d'une prime**

Sans objet

### **3.5 Déclaration sans suite**

A tout moment, la procédure peut être déclarée sans suite. Les candidats en sont informés.

### **3.6 Suite d'une mise en concurrence infructueuse**

En l'absence de candidatures ou d'offres déposées dans les délais prescrits ou en cas de candidatures irrecevables ou d'offres inappropriées, le représentant du pouvoir adjudicateur peut mettre en œuvre les dispositions prévues à l'article R2122-2 du code de la commande publique.

### **3.7 Variantes**

Les variantes sont interdites.

### **3.8 Prestations supplémentaires ou alternatives éventuelles (ex-options)**

Le présent marché est lancé sans prestations supplémentaires ou alternatives éventuelles.

### **3.9 Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché**

Les entreprises peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous forme de

- groupement solidaire
- ou de groupement conjoint ; dans l'hypothèse d'une candidature sous forme de groupement conjoint, après attribution le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

## 4. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

### 4.1 Dossier de la consultation fourni gratuitement au candidat

#### 4.1.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents :

- le présent Règlement de la Consultation **RC** commun
- l'Acte d'Engagement **AE** pour chaque lot
- DC4 adapté (Déclaration de sous-traitance et déclaration de sous-traitance de 2° rang)
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières **CCAP** commun
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières **CCTP** et ses annexes pour chaque lot
  - o **Lot 1** : - LOT1\_CCTP-G.doc
    - LOT1\_CCTP-G\_Annexe 3\_Monographie
    - LOT1\_CCTP-S00 Prise en charge.doc
    - LOT1\_CCTP-S01 CVC.doc
    - LOT1\_CCTP-S01 CVC\_Annexe2\_Gammes de maintenance
    - LOT1\_CCTP-S01 CVC\_Annexe3\_Performance
    - LOT1\_CCTP-S02 Elec.doc
    - LOT1\_CCTP-S03 SSI.doc
    - LOT1\_CCTP-S04 GO Second oeuvre.doc
    - LOT1\_CCTP-S05 Portes, portails et barrières automatiques
    - LOT1\_CCTP-S06 Moyens Levage fixes.doc
    - LOT1\_CCTP-S07 VRD.doc
    - LOT1\_CCTP-S08 Couverture Toit terrasse.doc
  - o **Lot 2** : - LOT2\_CCTP-G.doc
    - LOT2\_CCTP-G\_Annexe3\_Monographie
    - LOT2\_CCTP-S01 CVC
    - LOT2\_CCTP-S01\_Annexe1\_Performance
    - LOT2\_CCTP-S02 ELEC
    - LOT2\_CCTP-S03 SSI.doc
    - LOT2\_CCTP-S04 Second œuvre Métallerie Serrurerie.doc
    - LOT2\_CCTP-S05 Porte portail barrière automatique
    - LOT2\_CCTP-S06 Moyen Levage fixe.doc
    - LOT2\_CCTP-S07 GO-VRD.doc
    - LOT2\_CCTP-S08 Couverture, toiture terrasse.doc
    - LOT2\_CCTP-S09 GE.doc
    - LOT2\_CCTP-S10 AEP-EU-EP.docx
- le Bordereau de Prix Unitaires **BPU** et le Détail Quantitatif Estimatif **DQE** pour chaque lot
- une trame de **mémoire technique** pour chaque lot
- une trame de **Schéma d'Organisation et de Gestion des déchets (SOGED)** pour chaque lot
- les volumes horaires pour chaque lot

## **4.2 Modifications du dossier de la consultation**

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier des dispositions du dossier de consultation en cours de consultation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur garantit aux candidats un délai de 6 jours entre la date d'envoi de l'additif et la date de remise des offres. Au besoin, un report de cette dernière sera décidé.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **4.3 Demande de renseignements complémentaires**

Pour obtenir tout renseignement complémentaire sur le dossier de consultation, les candidats devront faire parvenir, 8 jours au moins avant la date de remise de l'offre une demande écrite de renseignements complémentaires à l'Etablissement du service d'Infrastructure de la Défense de Rennes.

Le candidat utilise le profil acheteur de l'ESID à l'adresse suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) (Plateforme des AChats de l'Etat - PLACE). Après s'être identifié, le candidat dépose sa demande de renseignement et il est averti, par courriel, du dépôt de la réponse par l'ESID. Cette procédure assure une traçabilité du dépôt des demandes de renseignement et des réponses fournies.

L'Etablissement d'Infrastructure de la Défense de Rennes répondra par écrit aux demandes de renseignements complémentaires avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Si les réponses à ces demandes de renseignements complémentaires apportent au candidat demandeur des précisions supplémentaires (et non une simple confirmation d'un élément explicitement décrit dans le dossier de consultation), la personne publique transmet les réponses à tous les opérateurs ayant retiré un dossier de consultation. Dans ce cas, elles sont transmises sous la même forme et simultanément à chacun des candidats, sans mentionner l'identité du candidat demandeur.

Les réponses ainsi apportées seront considérées comme faisant partie intégrante du dossier de consultation.

## **5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS**

Le candidat transmet son pli par voie électronique, via la Plateforme des AChats de l'État (PLACE) à l'adresse [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

L'opérateur économique a la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (clé USB) dans les délais impartis pour la remise des offres. La transmission de cette copie de sauvegarde est fortement recommandée (cf. §5.2).

Cette copie sera ouverte seulement si l'offre transmise par voie électronique, envoyée dans les délais de dépôt des offres, n'a pas pu être ouverte par le pouvoir adjudicateur, ou si un programme informatique malveillant est détecté, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais impartis pour la remise des offres. La copie de sauvegarde ne sera pas ouverte si aucune offre électronique n'a été transmise sur la PLACE.

### **5.1 Transmission du pli par voie électronique sur la Plate-forme des AChats de l'État (PLACE) depuis [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)**

#### **5.1.1 Modalités de téléchargement**

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) pourra être téléchargé sur la Plateforme des AChats de l'État (PLACE) accessible depuis [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr). Le téléchargement peut s'effectuer soit en s'identifiant, de façon à être informé en cas de modification du DCE, soit de manière anonyme.

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la Plateforme des AChats de l'État (PLACE) 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit

accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

## 5.1.2 Transmission des réponses

Les opérateurs économiques doivent :

- d'une part, se procurer un certificat numérique conforme aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique;
- d'autre part, s'identifier (ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) ou via les portails [www.armement.defense.gouv.fr](http://www.armement.defense.gouv.fr) et [www.achats.defense.gouv.fr](http://www.achats.defense.gouv.fr)).

Le mode de réponse se présente de la manière suivante :

- L'acte d'engagement (AE) figure de manière dissociée au sein de la réponse. La signature électronique doit être apposée directement sur le fichier non compressé constituant l'AE. Ce dernier doit donc être signé séparément du reste de la réponse. Le soumissionnaire peut joindre d'autres documents avec leur propre signature.
- Les autres documents transmis doivent être compressés.

**Nota 1** : l'opérateur économique devra vérifier que **ses coordonnées, en particulier son adresse électronique, sont correctement orthographiées.** Il lui est vivement recommandé de **consulter très régulièrement les courriels reçus** à cette adresse électronique.

**Nota 2** : pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

**Nota 3** : lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique, il reçoit en retour, un accusé de réception électronique de son dépôt. Tout pli électronique reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis. Il en sera de même pour une réponse incomplète.

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, pour les opérateurs économiques qui choisissent le mode de transmission électronique, la signature de leurs documents se fait de manière électronique, de préférence sur la Plateforme des AChats de l'État (PLACE) soit via l'outil de signature accessible dans le menu bandeau gauche de la PLACE soit via celui qui apparaît au moment de la constitution de la réponse. Il n'est donc pas nécessaire de joindre des documents avec une signature manuscrite numérisée.

Si le soumissionnaire n'utilise pas l'outil de signature de la PLACE, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 mentionné supra.

**Le détenteur de la signature électronique doit avoir le pouvoir d'engager son entreprise.**

Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des plis (candidatures et offres) doivent être choisis dans un format largement disponible: Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

Les opérateurs économiques ont la possibilité de remettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Le pli scellé doit impérativement et de manière lisible comporter la mention « copie de sauvegarde ».

Attention : une régularisation de la signature électronique est opérée à l'attribution du marché. L'offre déposée sans signature est acceptée.
---

En cas de difficultés sur la **Plateforme des AChats de l'État (PLACE)**, une assistance en ligne est mise à la disposition des entreprises.

Nota : L'assistance téléphonique est joignable une fois la demande d'assistance en ligne renseignée

## **5.2 Transmission **FORTEMENT RECOMMANDÉE** de la copie de sauvegarde sous pli cacheté par voie postale ou par porteur/ transporteur**

*En raison de dysfonctionnements récurrents sur PLACE, la transmission d'une copie de sauvegarde est fortement recommandée aux soumissionnaires.*

Les copies de sauvegarde **sur support physique électronique (clé USB)** sont adressées sous enveloppe cachetée par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception à l'adresse mentionnée ci-dessous, et garantissant leur confidentialité. Les copies de sauvegarde sur support papier ne seront pas acceptées.

Le pli scellé doit impérativement comporter la mention « **copie de sauvegarde** ».

Il est rappelé aux soumissionnaires qu'ils sont responsables du moyen d'acheminement de leur dossier, et que seules la date et heure d'arrivée au service sont prises en compte.

### **5.2.1 Adresse géographique (pour une remise par porteur / transporteur (y compris par Chronopost) contre récépissé)**

En cas de dépôt par porteur / transporteur (y compris par Chronopost), l'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

Offre pour :

projet n° 23-045

lot n°...

nom du candidat (facultatif)

COPIE DE SAUVEGARDE

Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense  
de Rennes  
Service Achats Infrastructure  
Quartier Margueritte  
1, rue du Garigliano  
Bâtiment 017 – entrée de droite au RDC  
35000 RENNES

Sauf les jours fériés, le pli devra être déposé contre récépissé au service achats infrastructure :

- du lundi au jeudi : de 9 heures à 11 heures 30 et de 13 heures 30 à 16 heures,
- le vendredi : de 9 heures à 11 heures.

### **5.2.2 Adresse postale (envoi postal par pli recommandé avec avis de réception)**

En cas de dépôt par la Poste, l'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

Offre pour :

projet n° 23-045

lot n°...

nom du candidat (facultatif)

COPIE DE SAUVEGARDE

Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense  
de Rennes  
Service Achats Infrastructure  
Quartier Margueritte  
BP 14  
35998 RENNES CEDEX 9

Le dossier devra être adressé sous pli recommandé avec accusé de réception.

## 6. PRÉSENTATION DU DOSSIER PAR LA SOCIÉTÉ

Pour faciliter leur traitement administratif, il est recommandé de présenter en 2 dossiers les documents relatifs à la candidature (*dossier candidature*) et à l'offre (*dossier offre*).

### 6.1 Documents à produire quant à la candidature - « dossier candidature »

- Formulaire DC1 dûment rempli. Ce formulaire exprime le consentement du candidat à participer à la consultation
- Formulaire DC2 dûment rempli. Ce formulaire exprime la déclaration du candidat contenant ses capacités techniques, professionnelles et financières
- Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : **numéro unique d'identification** (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant / <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- et, le cas échéant, délégation de pouvoir
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Liste de prestations exécutées au cours des 3 dernières années appuyées d'attestation de bonne exécution pour les prestations les plus importantes
- Chiffres d'affaires annuels minimaux de l'entreprise sur les 3 dernières années :  
**Lot 1 : 915 500 € HT et lot 2 : 1 714 500 € HT**
- Certificats de qualifications professionnelles établis par des organismes indépendants : tout moyen de preuve équivalent est accepté ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.
- Capacités techniques SSI : Certification APSAD R5 et R7 ou équivalent
- Capacités techniques ELEC : QUALIFELEC dans les 6 domaines **ou justifier de travaux équivalents pour chaque domaine :**
  - Le domaine RC (Réseaux de communication)
  - Le domaine ST (Sécurité)
  - Le domaine SU (Sûreté)
  - Le domaine AV (Audio Vidéo)
  - Le domaine GT (Gestion Technique)
  - Le domaine RT (Réseau de Télécommunication externe)
- Capacités techniques CVC : QUALIBAT **ou justifier de travaux équivalents**
  - 5112** - Installation de plomberie sanitaire dans tous types de bâtiment avec surpresseur ou dans l'industrie
  - 5142** - Maintenance sanitaire des dispositifs de protection de l'eau (disconnecteurs)
  - 5262** - Maintenance d'installation de chauffage avec chaudière dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m<sup>2</sup>
- Si le candidat est admis au redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet, ou d'une procédure équivalente pour les candidats étrangers ainsi que la justification de l'habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché.

Les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

A l'exception du DC1, tous les documents demandés sont à fournir pour

- le candidat,
- et le cas échéant :
  - o le ou les cotraitant(s)
  - o le ou les sous-traitant(s).

## **6.2 Documents à produire quant à l'offre - « dossier offre »**

- L'Acte d'Engagement **AE** dûment rempli, daté et, de préférence, signé (signature via un certificat de signature électronique) par la personne habilitée à engager la société ;  
*le candidat établira un acte d'engagement par lot auquel il soumissionne.*

**Nota : l'acte d'engagement vaut par lui-même acceptation sans réserve des CCAP et CCTP.**

- Un relevé d'identité bancaire **RIB**
- Le Bordereau de Prix Unitaires **BPU** et le Détail Quantitatif Estimatif **DQE**, intégralement renseignés du lot concerné.
- Le **mémoire technique** du lot concerné, comprenant les informations demandées dans la trame de mémoire technique.
- La trame de **Schéma d'Organisation et de Gestion des déchets (SOGED)** du lot concerné, comprenant les informations demandées.
- Le **volume horaire** du lot concerné, comprenant les informations demandées.

**Les documents joints au dossier de consultation, notamment les trames fournies seront obligatoirement utilisés.**

## **6.3 Recours à la langue française**

Si les documents relatifs à la candidature (*dossier candidature*) et à l'offre (*dossier offre*) ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

Une traduction certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté n'est pas exigée.

## **7. DÉLAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal fixé dans l'acte d'engagement pour attribuer le marché. Le point de départ de ce délai est la date limite de dépôt des offres.

## **8. CLASSEMENT DES OFFRES**

### **8.1 Offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables**

Les offres jugées inappropriées, inacceptables et irrégulières au sens des articles L2152-2, L2152-3 et L2152-4 du code de la commande publique sont éliminées et ne sont pas classées. L'acheteur peut néanmoins autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Il ne peut y avoir de négociation avec les candidats

### **8.2 Critères de jugement**

Pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse, les offres des candidats seront classées en tenant compte, par ordre d'importance décroissante, des critères suivants :

- Critère n°1 : Prix noté sur 70 points sur la base du montant total inscrit au DQE
- Critère n°2 : Environnement noté sur 10 points
- Critère n°3 : Performance et qualités techniques noté sur 20 points

### 8.3 Méthode de calcul des notes

Le tableau ci-après détaille les modalités de notation de chacun des critères :

- Critère prix : 70 points

CRITÈRES DE SÉLECTION DES OFFRES		PONDÉRATION
PRIX (70 pts)	Montant total du DQE Note = 67 x [(prix de l'offre la plus basse) / (prix de l'offre proposée)]	67
	K= 1 (3 points) 1 < K ≤ 1,15 (2 points) 1,15 < K ≤ 1,30 (1 points) K > 1,30 (0 points)	3

- Les critères environnement et performances et qualités techniques seront appréciés sur la base de la trame du mémoire technique complétée et produite par le candidat, qui se traduira dans un premier temps par l'attribution d'une note technique N comprise entre 0 et 30 et dans un second temps d'une note Xi comprise entre 0 et 30 points.

CRITÈRES DE SÉLECTION DES OFFRES		PONDÉRATION
ENVIRONNEMENT (10 pts)	Écoconception des matériels et provenance des matériaux	3
	Moyen de lutte contre l'obsolescence	3
	Recyclage et valorisation des déchets (trame de SOGED à renseigner)	4
PERFORMANCE ET QUALITES TECHNIQUE (20 pts)	Moyens humains et matériels de l'entreprise pour la réalisation des prestations de maintenance préventive et corrective	5
	Exemple de planning détaillé d'intervention annuel en maintenance préventive	3
	Volume d'heures dédiées à la prestation de maintenance préventive annuelle par site, par bâtiment et par corps d'état (fichier Excel à compléter pour chaque lot).	3
	Astreinte dépannage : procédure, processus et délais pour intervention	3
	Modalité et processus de prise en compte des demandes de devis	2
	Outils de réactivité mis en place afin d'assurer la continuité de service dans le cadre d'un dysfonctionnement	2
	Proposition de planning prévisionnel de la phase de prise en charge, tenant compte des formalités d'accès, de l'ampleur du site à visiter, etc.	2

L'offre ayant obtenu la meilleure note N est créditée du maximum de points, soit 30 points.

Le nombre de points attribué aux autres offres est évalué proportionnellement à l'écart de note avec l'offre ayant obtenu la meilleure note N, en appliquant la formule suivante :

$$\text{Nombre de points } X_i = 30 \times (N / N_{\max}),$$

dans laquelle :

- o N est égal à la note technique de l'offre analysée,
- o Nmax est égal à la note N de l'offre ayant obtenu la meilleure note N.

En cas d'incohérence constatée dans une offre, les montants portés sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur les indications mentionnées dans l'offre. Le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. De plus, les erreurs qui seraient constatées dans ce détail estimatif (*erreurs de calcul, de report...*) seront également rectifiées. Seul le(s) montant(s) corrigé(s) seront pris en compte lors de l'analyse des offres et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte. Toutefois si le candidat concerné est déclaré attributaire du marché, il sera invité à rectifier les incohérences constatées. En cas de refus de sa part, son offre sera éliminée.

#### **8.4 Détermination du classement des offres**

La somme des points de chaque critère détermine le nombre total de points attribués à chaque candidat, lesquels feront l'objet d'un classement. Le candidat obtenant le plus de points et ayant à ce titre transmis l'offre économiquement la plus avantageuse sera provisoirement retenu.

En cas d'égalité de points, la note attribuée à chaque candidat sur le critère hiérarchiquement le plus important départagera les candidats concernés.

#### **8.5 Jugement des variantes**

Sans objet

#### **8.6 Jugement des prestations supplémentaires éventuelles (ex-options)**

Sans objet

### **9. REGULARISATION EVENTUELLE DE LA SIGNATURE ELECTRONIQUE DU CANDIDAT RETENU**

Le candidat dont l'offre a été retenue et qui n'avait pas signé son offre électroniquement, ou dont la signature n'était pas valide, doit régulariser la signature électronique de son acte d'engagement dans un délai de 3 jours.

S'il ne peut produire sa signature électronique (ou une délégation de pouvoir) dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

Le marché est attribué au candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne, sous réserve que celui-ci ait signé électroniquement son offre.

Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

### **10. JUSTIFICATIONS À PRODUIRE PAR LE CANDIDAT RETENU**

Le marché ne peut être attribué au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans un délai de 10 jours les certificats et attestations prévus ci-après. S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

#### **10.1 Le candidat individuel ou membre du groupement établi en France fournit**

En cas de groupement, le mandataire doit fournir un document d'habilitation signé par les personnes habilitées à engager chaque entreprise cotraitante.

### Dans tous les cas :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).  
Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
- Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances.

**Dans le cas où** l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (*article D 8222-5-2° du code du travail*):

- La transmission du **numéro unique d'identification** (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro SIREN ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

## **10.2 Le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger fournit**

(Nota : le représentant du pouvoir adjudicateur exige que les candidats joignent une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent en application du présent article.)

En cas de groupement, le mandataire doit fournir un document d'habilitation signé par les personnes habilitées à engager chaque entreprise cotraitante.

### Dans tous les cas :

- Un document qui mentionne (*article D 8222-7-1°-a du code du travail*):
    - o en cas d'assujettissement à la TVA, son numéro individuel d'identification à la TVA en France, attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts.
- OU
- o pour le candidat individuel ou le membre du groupement qui n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification à la TVA en France : un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.
- Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (*article D 8222-7-1°-b du code du travail*).
  - Un document attestant qu'il a satisfait à ses obligations de déclarations sociales et de paiement de ses cotisations sociales (*article D 8222-7-1°-b du code du travail*), parmi les documents suivants :
    - o lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes.

OU

- un document équivalent.

**OU**

- à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice s'assurera de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.
- Un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
  - Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat individuel ou le membre du groupement devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.
- Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances.

**Dans le cas où** son immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire, l'un des documents suivants (*article D 8222-7-2° du code du travail*):

- Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel.
- Pour les entreprises en cours de création, un document émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre datant de moins de six mois.